



Mission régionale d'autorité environnementale

**Auvergne-Rhône-Alpes**

**Décision de la mission régionale d'autorité environnementale  
après examen au cas par cas relative à  
la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU)  
de la commune de Viviers (07)  
dans le cadre d'une déclaration de projet pour la construction  
d'un nouvel établissement d'hébergement pour  
personnes âgées dépendantes (EHPAD)**

Décision n°2021-ARA-KKU-2212

**Décision du 20 juin 2021**

**Décision après examen au cas par cas**  
**en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme**

La mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes du conseil général de l'environnement et du développement durable,

Vu la directive n° 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-1 à L. 104-8 et R. 104-1 à R. 104-34 ;

Vu le code de l'environnement, notamment son article L. 122-14 ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté de la ministre de la transition écologique du 11 août 2020 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) en date des 11 août 2020, 22 septembre 2020, 6 octobre 2020, 19 novembre 2020, 6 avril 2021 et 2 juin 2021 ;

Vu la décision du 8 juin 2021 de la mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes portant exercice des délégations prévues à l'article 17 du décret du 2 octobre 2015 susvisé ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le n°2021-ARA-KKU-2212, présentée le 20 avril 2021 par la communauté de communes du Rhône aux Gorges de l'Ardèche, relative à la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Viviers (07) dans le cadre d'une déclaration de projet pour la construction d'un nouvel établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé en date du 12 mai 2021 ;

Vu la contribution de la direction départementale des territoires de l'Ardèche en date du 20 mai 2021 ;

**Considérant** que la commune de Viviers compte 3710 habitants<sup>1</sup>, qu'elle s'étend sur une superficie de 34,2 km<sup>2</sup>, fait partie de la communauté de communes du Rhône aux Gorges de l'Ardèche, dispose d'un plan local d'urbanisme<sup>2</sup> et qu'elle s'inscrit dans le périmètre du Schéma de cohérence territoriale (Scot) Rhône Provence Baronnies, en cours d'élaboration ;

**Considérant** que la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune dans le cadre d'une déclaration de projet pour autoriser la construction d'un nouvel établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD), sur le site de Basse Belleure, classé actuellement en Auo1, prévoit :

- le changement de destination de la zone du projet en le classant en zone Ueq (urbaine à vocation d'équipement public) en lieu et place de la zone Auo1 sur une surface de 1,3 ha, modifiant ainsi les règlements graphiques et écrits,
- la modification du projet d'aménagement et de développement durable (PADD), avec l'actualisation de plusieurs orientations générales pour assurer la compatibilité avec le projet,

---

1 Source INSEE 2018

2 Approuvé le 14 mai 2012

- la suppression de l'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) associée sur le secteur de Basse Belleure,
- la modification du rapport de présentation pour justifier le choix retenu ;

**Considérant** que sur le plan environnemental, le territoire communal est concerné par 2 arrêtés de protection de biotope et comporte une zone Natura 2000, au titre de la directive Habitat « Milieux alluviaux du Rhône aval constitués de plusieurs entités », 9 zones naturelles d'intérêt faunistique et floristique (Znieff) de type I et II, 1 zone d'importance pour la conservation des oiseaux (Zico) et 7 zones humides, mais que le périmètre du projet n'est pas susceptible d'incidence notable sur ces zones;

**Considérant** que le projet se trouve en dehors de tout périmètre de captage pour l'alimentation en eau des populations ;

**Concluant** qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, la déclaration de projet visant à autoriser la construction d'un nouvel établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 susvisée ;

## **DÉCIDE :**

### **Article 1<sup>er</sup>**

En application des dispositions du chapitre IV du titre préliminaire du livre premier du code de l'urbanisme et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme dans le cadre de la déclaration de projet visant à autoriser la construction d'un nouvel établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD), objet de la demande n°2021-ARA-KKU-2212, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

### **Article 2**

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les éventuels projets permis par ce plan des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas relative à la déclaration de projet est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

### **Article 3**

La présente décision sera mise en ligne sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale. En outre, en application de l'article R. 104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision devra être jointe au dossier d'enquête publique ou autre procédure de consultation du public.

Pour la mission régionale d'autorité environnementale  
Auvergne-Rhône-Alpes et par délégation,



IGOR KISSELEFF

## **Voies et délais de recours**

### **1°) Cas d'une décision soumettant à évaluation environnementale**

La décision soumettant à évaluation environnementale au titre de l'examen au cas par cas peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet, en application des dispositions combinées de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration et de l'article R. 421-1 du code de justice administrative ;
- d'un recours contentieux direct dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux.

*Où adresser votre recours gracieux ?*

Madame la présidente de la mission régionale d'autorité environnementale d'Auvergne-Rhône-Alpes à l'adresse électronique suivante : [ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr)  
et/ou l'adresse postale suivante :

- *pour les dossiers relatifs aux départements de l'Ain (01), Drôme (26), Isère (38), Rhône (69), Savoie (73) et Haute-Savoie (74) :*  
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes  
Pôle autorité environnementale  
69 453 Lyon Cedex 06
- *pour les dossiers relatifs aux départements de l'Allier (03), Ardèche (07), Cantal (15), Loire (42), Haute-Loire (43) et Puy-de-Dôme (63) :*  
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes  
Pôle autorité environnementale  
7 rue Léo Lagrange  
63033 Clermont-Ferrand cedex 1

*Où adresser votre recours contentieux ?*

Madame la présidente du tribunal administratif de Lyon  
Palais des Juridictions administratives  
184, rue Duguesclin  
69433 Lyon Cedex 03

### **2°) Cas d'une décision dispensant d'évaluation environnementale**

La décision dispensant d'évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire :

- elle peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet, en application des dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration ;
- elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux direct. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisant ou adoptant le plan, schéma ou programme ou document de planification.

*Où adresser votre recours gracieux ?*

Madame la présidente de la mission régionale d'autorité environnementale d'Auvergne-Rhône-Alpes (voir supra).

*Où adresser votre recours contentieux ?*

Après du tribunal administratif territorialement compétent pour connaître du recours contentieux contre l'acte approuvant le document de planification (cf. article R. 312-1 du code de justice administrative).